



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 JUIN 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par : Lucile GIOVANNETTI

Tél : 04 72 61 37 79

Fax : 04 72 61 37 24

lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

Monsieur le directeur,

Conformément aux dispositions fixées par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, vous m'avez transmis, le 1^{er} août 2013, complété le 22 mai 2014, le dossier technique permettant d'évaluer le montant de celles s'imposant à la société ROBATEL INDUSTRIES 12, rue de Genève à GENAS.

Ainsi, vous avez proposé que soit retenue la somme de 22 379, 63 € TTC.

Toutefois, il s'avère après examen de cette proposition par l'inspection des installations classées qu'elle contient quelques anomalies :

. le coût du contrôle et de l'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe C est estimé TTC par piézomètre, selon l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination du montant des garanties financières ;

. le coût du gardiennage pour un site est estimé à un montant de 15 000 € TTC minimum ; en effet, le fait que votre société dispose d'un gardien ne peut pas être pris en compte pour justifier d'un coût nul, le dispositif des garanties financières ayant été mis en place pour pallier les défaillances d'un exploitant ;

. l'indice d'actualisation alpha doit être calculé et pris en compte dans le calcul du montant des garanties financières, même si ledit montant ne dépasse pas 75 000 € TTC ; il vaut actuellement $700,3/667,7 \times ((1+20/100)/(1+19,6/100)) = 1,052$.

Ainsi, le montant global des garanties financières s'élève à 44 607 € TTC.

Dans ces conditions, je prends acte de cette somme et vous confirme, qu'en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, vous n'avez pas l'obligation de constituer des garanties financières, dans la mesure où ladite somme est inférieure à 75 000 € TTC.

Par ailleurs, j'appelle votre attention sur la nécessité d'informer mes services de tout changement intervenant dans les conditions d'exploitation de vos installations et pouvant conduire à une nouvelle évaluation des garanties financières (article R. 516-5-2 du code de l'environnement).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Société ROBATEL INDUSTRIES
12, rue de Genève
69740 GENAS

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
